

C LUB DEAL PRIVILEGE HOLIDAY VILLA

Société en Commandite par Actions à capital variable
En liquidation
Au capital de 1 986 200 euros
Siège social : 148 Traverse de la Martine - Bât 1
13011 MARSEILLE
801 785 536 RCS MARSEILLE
Liquidateur : Maître Vincent de Carrière
(la « Société »)

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 18 JUIN 2018

FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE

Désignation du titulaire des titres

Nom ou dénomination :
Domicile ou siège social :

Propriétaire (1)
Usufruitière (1)
Nu-propiétaire (1)

Deactions de la société CLUB DEAL PRIVILEGE HOLIDAY VILLA,

Ainsi que l'atteste l'inscription de ces actions à son compte tenu par la Société.

Les actionnaires auront le droit de participer à l'assemblée sur simple justification de leur identité, dès lors que leurs titres sont libérés des versements exigibles et inscrits en compte au jour de l'assemblée à zéro heure, heure de Paris. TOUTE ABSTENTION EXPRIMEE DANS LE PRESENT FORMULAIRE OU RESULTANT DE L'ABSENCE D'INDICATION DE VOTE SERA ASSIMILE A UN VOTE DEFAVORABLE A L'ADOPTION DE LA RESOLUTION.

Le titulaire des titres soussigné,

Après avoir pris connaissance du texte des résolutions proposées au vote de l'Assemblée Générale Mixte susvisée et de l'avis inséré à la fin du présent formulaire, émet le vote suivant pour chacune des dites résolutions.

PREMIERE RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABSTENTION

DEUXIEME RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABSTENTION

TROISIEME RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABSTENTION

QUATRIEME RESOLUTION (1)

Convention de gestion de trésorerie conclue le 16 avril 2014 entre la Société et la société MARANATHA

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 2 juillet 2014 avec la société HOLIDAY VILLA MANAGEMENT

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 27 juin 2014 avec la société KER BROUSSE

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 7 juillet 2014 avec la société LPM PRIVILEGE

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 27 juin 2014 avec la société PARISVIC

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 26 juin 2014 avec la société LADAK

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de compte courant conclue le 27 juin 2014 avec la société AULNEDIS

POUR
CONTRE
ABSTENTION

Convention de domiciliation conclue avec la société SCI STE EUPHEMIE, en date du 16 avril 2014

POUR
CONTRE
ABSTENTION

CINQUIEME RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABTENTION

SIXIEME RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABTENTION

SEPTIEME RESOLUTION (1)

POUR
CONTRE
ABTENTION

(1) Rayer les mentions inutiles

Fait à
Le

**IMPORTANT
AVIS A L'ACTIONNAIRE**

Rappel des dispositions légales et réglementaires

En application des dispositions des articles L. 225-107, R. 225-76 et R. 225-77 du Code de commerce, l'actionnaire est informé que :

- Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

- La date après laquelle il ne sera plus tenu compte des formulaires de vote reçus par la Société ne peut être antérieure de plus de trois jours à la date de la réunion de l'assemblée, sauf délai plus court prévu par les statuts.

- Le formulaire reçu par la Société doit contenir les mentions suivantes :

1^o Les nom, prénom usuel et domicile de l'actionnaire ;

2^o L'indication de la forme, nominative ou au porteur, sous laquelle sont détenus les titres et du nombre de ces derniers, ainsi qu'une mention constatant l'inscription des titres soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire financier habilité. L'attestation de participation prévue à l'article R. 225-85 est annexée au formulaire ;

3^o La signature, le cas échéant électronique, de l'actionnaire ou de son représentant légal ou judiciaire. La signature électronique prend la forme soit d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 pris pour l'application de l'article 1316-4 du Code civil et relatif à la signature électronique, soit, si les statuts le prévoient, d'un autre procédé répondant aux conditions définies à la première phrase du second alinéa de l'article 1316-4 du Code civil.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la Société par une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

En aucun cas, l'actionnaire ne peut retourner à la Société à la fois la formule de procuration et le formulaire de vote par correspondance. En cas de retour des deux documents, la formule de procuration sera prise en considération sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.